

Un contexte international de déploiement des forces impérialiste et fascisant

L'année 2026 a débuté par le coup de force de Donald Trump qui a décidé de renouer avec une version de la "doctrine Monroe" (dite Monroe désormais...) pour renverser le gouvernement vénézuélien de Maduro. Les motivations de façade affichées de lutte contre le narcotrafic ont vite été assumées comme des ambitions de prise de contrôle du pays et de ses réserves de pétrole. Le slogan "Drill, Baby, drill" avait été annoncé dès son discours d'investiture, tout comme ses velléités sur d'autres pays et territoires, à commencer par le Groenland ou les menaces contre l'Iran. Le gouvernement états-unien s'affranchit des contre-pouvoirs démocratiques de son propre pays pour mener à bien sa feuille de route. Il semble désormais que ses menaces soient bien à prendre au sérieux, dans le contexte déjà incertain de la résolution du conflit ukrainien. Tous ces faits font aussi malheureusement écho au contexte historique des Accords de Munich et au déroulement des événements historiques de la fin des années 30.

Après des mois d'un génocide encore en cours à Gaza, des guerres oubliées au Soudan et au Yémen, ces nouvelles agressions constituent autant d'infractions au droit international et des crimes contre la paix dans le monde. Les principes et les garanties de la Charte des Nations Unies ne semblent plus avoir cours dans l'esprit des gouvernements des grandes puissances impérialistes. Les États-Unis menacent aussi de sanctions les magistrats de la CPI de La Haye qui enquêtent sur la situation en Palestine comme ceux, en France, qui poursuivent le RN, selon le Spiegel. Un nouvel ordre mondial "illibéral" se met aujourd'hui en place et les incertitudes restent entières sur cette nouvelle période qui va s'ouvrir. Pour autant, les démocraties ne doivent pas céder au bruit des bottes et à l'escalade militariste qui nourrit actuellement certains discours politiques. Entre le bellicisme et le pacifisme naïf, il existe sans doute une troisième voie fondée sur la coopération internationale, la construction d'alternatives à l'hégémonie impérialiste américaine, la solidarité entre les peuples et les États, en commençant par se fonder sur le socle des valeurs qui unissent les pays de l'Union européenne et ses alliés. **C'est dans ce cadre que notre syndicalisme doit faire entendre sa voix, en rappelant que les intérêts des travailleur·ses ne sont pas ceux des capitalistes et des impérialistes qui préparent la guerre et détruisent la planète.**

Un contexte national réactionnaire et austéritaire

Budget

Malgré les nombreuses critiques lors des débats, le PLFSS 2026 a finalement été adopté et aura pour conséquences un nouvel affaiblissement de la solidarité et des surcoûts pour le pouvoir d'achat des salarié·es. C'est donc une première victoire pour le gouvernement, avec l'aide du Parti socialiste, alors que la "survie" du gouvernement Lecornu semblait compromise. En revanche, et en l'absence de compromis politique, celui-ci veut encore trouver 12 à 15 milliards d'euros d'économies sur le budget 2026, en épargnant les plus riches. Il est maintenant acté qu'il aura recours au 49.3 pour le faire adopter. Nous sommes loin d'en avoir fini avec cette politique brutale et inégalitaire caractéristique de la Macronie.

Depuis cet été, Macron multiplie les annonces en direction d'une augmentation du budget de la défense (3,5 milliards d'euros de dépenses supplémentaires en 2026, 3 milliards en 2027), en faisant ainsi le seul domaine préservé des coupes budgétaires. Au total, le budget des armées devrait augmenter de plus de 10 milliards d'euros l'an prochain, le "prix de la liberté" selon le président qui adopte un ton de plus en plus militariste dans ses prises de parole. La construction d'un nouveau porte-avions, "illustration de la puissance de notre nation", pour un coût de 10 milliards d'euros, n'est qu'un exemple supplémentaire du tournant guerrier souhaité par le gouvernement. Plus inquiétant encore, les propos du chef d'état-major, affirmant qu'il faut "accepter de perdre ses enfants" dans le cadre d'une guerre à venir, démontrent que le choix du "réarmement" est fait, au détriment des services publics et de notre École qui est "à l'os". C'est dans ce contexte d'attaques contre la jeunesse et les travailleur·ses que le ministère continue de promouvoir les classes "défense et sécurité globale" et de nombreuses formes d'entrisme de l'armée dans les établissements scolaires, en parallèle d'un nouveau "Service national militaire volontaire" proposé à l'issue d'une "Journée de mobilisation" obligatoire, dont le calendrier a été cyniquement aligné sur celui de Parcoursup. Nous devons nous opposer à ces manœuvres révélatrices d'un projet politique de militarisation de l'École et rappeler que nos élèves ne sont pas de la chair à canon !

Au niveau des services publics et dans le secteur de la Santé en particulier, de nombreux reculs liés à la baisse du budget de la Sécu ont été enregistrés : limitation des arrêts de travail, restrictions sur les accidents du travail et maladies professionnelles, taxation des mutuelles et complémentaires. Autant de coups portés aux travailleur·ses, alors que les accidents du travail sont en hausse (et touchent même de très jeunes travailleur·ses) et que les risques psycho-sociaux n'ont jamais été aussi forts sur les lieux de travail. Les personnels de l'éducation ne sont pas épargné·es puisque le dernier bilan en la matière souligne une hausse significative des CMO et une explosion des temps partiels thérapeutiques.

Montée des idées d'extrême-droite

Dans une société de plus en plus marquée par la progression des idées d'extrême-droite, et par la criminalisation des résistances et des solidarités par le gouvernement, le débat politique sur les questions d'égalité des droits et de lutte contre les violences semble au point mort alors que les féminicides et agressions à caractère LGBTIphobe font régulièrement l'actualité et sont toujours plus nombreux, de même que les violences touchant les enfants. Dernièrement, les propos de Brigitte Macron s'en prenant à des militantes féministes en les traitant de "sales connes" ont encore contribué à banaliser les attaques envers les militant.es syndicaux, politiques, associatifs. Partout, les cas de répression, les baisses ou arrêts de subventions à certaines associations, les coupes drastiques de financement de la culture, sont autant de preuves d'une volonté de réduire au silence celles et ceux qui osent encore s'opposer aux discriminations, à la politique anti-sociale orchestrée par nos dirigeant·es comme à l'impérialisme.

Après l'épisode de l'incarcération de Sarkozy, l'ouverture du procès en appel de Marine Le Pen dans l'affaire des assistant·es parlementaires risque d'être une nouvelle occasion de critiquer l'État de droit et l'indépendance de la justice. La répétition de ces discours, relayés avec complaisance notamment par les médias du groupe Bolloré, instaure un climat nauséabond d'indulgence vis-à-vis d'actes de corruption des puissant·es, alors que ces mêmes protagonistes ne cessent de réclamer plus de sévérité pour la délinquance du quotidien. Les citoyen·nes ne sont pas tou·te·s dupes de ces manœuvres populistes. Toutefois, elles sont autant d'éléments qui détournent et dégoûtent certain·es électeur·trices du débat politique, faisant augmenter les risques d'une abstention favorable aux sympathisant·es des thèses xénophobes, racistes et néo-fascistes. Le scrutin des municipales sera un test pour évaluer l'ampleur d'une implantation locale du RN et de l'extrême-droite à un an de l'élection présidentielle.

Rentrée 2026 : une éducation nationale en situation de relégation

Dans l'Education nationale, les suppressions de postes annoncées par Edouard Geffray sont une conséquence directe de l'austérité budgétaire. De même, la pérennité des nouveaux concours 2026 semble aujourd'hui compromise. Des dizaines de milliers de candidat·es inscrit·es aux concours enseignants accessibles à bac +3 pour la session 2026 se retrouvent aujourd'hui dans l'incertitude.

Par ailleurs, si l'enterrement des groupes de niveaux en collège est désormais acquis, les doutes existent sur le devenir des moyens qui y étaient consacrés : pourront-ils être redéployés, et au bénéfice de quelles disciplines, ou bien seront-ils tout simplement retirés des DHG au détriment des élèves et des services des collègues ? Nous devons profiter de la période pour continuer de mener campagne contre ces groupes de niveaux, pour la baisse des effectifs dans les classes, ainsi que porter nos revendications pour une autre organisation du collège et du lycée au service des progrès et de l'émancipation de tou·te·s les élèves.

La préparation de la rentrée 2026 s'effectue dès maintenant, et malgré un certain immobilisme politique lié aux incertitudes persistantes sur le budget dans certains domaines, il ne fait aucun doute que l'Éducation Nationale ne sera pas épargnée. Nous devons veiller à ce qu'elle ne fasse pas les frais de choix politiques et budgétaires réactionnaires. La droite ne semble pas opposée à sacrifier l'avenir des jeunes, comme l'indiquent ses discours martiaux et le manque d'ambition et d'investissements en direction de la jeunesse. Si la tendance se confirme, le budget de la Défense dépassera bientôt celui de l'Éducation : c'est bien plus qu'un symbole, mais l'incarnation d'une société à l'orientation bien différente. L'absence de révision de la carte de l'éducation prioritaire en est un autre exemple : préfère-t-on demain susciter les vocations de la future chair à canon, plutôt qu'aider les plus défavorisé·es à trouver les moyens de s'émanciper ? **Au-delà, le plan pour 800 collèges annoncé sans aucune concertation par E. Geffray pour remédier à la difficulté scolaire doit être clairement dénoncé comme une énième recette inefficace**, et comme source d'un nouveau management faisant reposer les responsabilités de l'échec scolaire sur le dos des équipes éducatives et enseignantes. On ne peut pas faire l'économie d'un véritable plan contre les difficultés sociales, alors que les inégalités et la pauvreté explosent dans notre pays. Sans volonté politique forte, sans lutte contre la pauvreté et ses effets, l'ambition affichée ne se limitera une fois de plus qu'à un coup de com' d'un énième ministre de l'EN de l'ère Macron et à une relance de dispositifs d'exclusion et de contrôle comme les prépa 2ndes.

Par ailleurs, la vague de froid qui a sévi lors de la semaine de rentrée vient remettre en avant les problématiques liées à l'état désastreux du bâti scolaire, inadapté aux défis des dérèglements du climat. L'École n'est évidemment pas la seule concernée, puisque la suspension du dispositif MaPrimeRénov' depuis le 1er janvier 2026 affecte les propriétaires comme les professionnel·les du secteur de la rénovation énergétique. Encore une fois, l'austérité d'une part et l'absence d'une réelle ambition politique pour investir dans des projets en faveur de transition énergétique seront à mettre au bilan de Macron et de ses gouvernements successifs. **Sans attendre la prochaine vague de canicule du 3e trimestre, le SNES et la FSU doivent faire campagne sur ces questions écologiques qui percutent directement les conditions de travail quotidiennes de nos collègues.** Elles trouvent en général un écho positif et montrent que nous sommes en prise directe avec leurs préoccupations.

Mais un syndicat qui reste mobilisé et en ordre de bataille contre la résignation !

Malgré quelques journées d'actions réussies, le contexte de l'année écoulée est resté malheureusement peu propice aux mobilisations d'ampleur. Les atermoiements sur le plan politique y ont sans aucun doute pesé pour beaucoup, dans une situation institutionnelle où le dénouement de la crise actuelle

semble suspendu au résultat du scrutin présidentiel de mai 2027. Toutefois, devant la gravité de la situation politique, économique et sociale, en l'absence de priorités émancipatrices pour les élèves et notamment salariales pour les collègues, nous ne devons pas nous résoudre à l'attentisme. D'abord parce que nous pourrions le payer politiquement en cas de victoire des forces réactionnaires ; d'autre part parce que nous y jouons aussi notre crédibilité lors des prochaines élections professionnelles ; enfin et surtout parce que la situation des inégalités sociales, des services publics et de l'École en particulier ne peuvent se le permettre. Cet immobilisme serait aussi antinomique avec notre syndicalisme de lutte et de transformation sociale. Dans un contexte national certes différent, la mobilisation massive des Bulgares en décembre dernier contre le budget et la corruption dans leur pays a permis d'entraîner la chute du gouvernement. En France, le débat sur la taxe Zucman a montré que l'opinion est en faveur de plus de justice sociale et fiscale, à rebours du bilan économique d'E. Macron. **Face aux défis économiques, budgétaires et de l'École, le SNES et la FSU doivent dès maintenant nourrir le débat et les propositions qui alimenteront les possibles d'une solution politique progressiste à la crise structurelle du capitalisme néo-libéral.**

En se dotant d'un plan d'action pour la rentrée 2025, le SNES-FSU a pris sa part de responsabilité face aux enjeux de la période. **Ce plan doit être réaffirmé en 2026 pour prouver aux collègues que dans tous les domaines, le syndicat majoritaire reste en prise avec leurs préoccupations quotidiennes et les enjeux de la préparation de rentrée.**

Profitant de la réouverture du débat sur le budget, nous devons appeler et contribuer à la construction d'un rapport de force pour un service public d'éducation ambitieux et de qualité qui passe par l'amélioration des conditions de travail de l'ensemble des personnels. Cette mobilisation, dans un cadre unitaire le plus large possible avec les parent·es d'élèves et les syndicats lycéens, doit déboucher sur la prise en compte de nos revendications : aucune suppression de postes pour la rentrée prochaine, la baisse des effectifs par classe, des moyens suffisants pour l'inclusion, l'amélioration des formations initiale et continue, la refonte de la carte de l'éducation prioritaire, la titularisation des AESH et nécessité de créer en corps de catégorie B, et la revalorisation salariale de nos métiers...

Cette mobilisation passe par un calendrier d'actions à déterminer en FSU, puis en IS, avant les prochaines élections municipales. Le passage en force d'un budget austéritaire est un motif supplémentaire de passage à l'action. A un moment où l'extrême-droite attend son heure, cette mobilisation inscrite dans la durée doit permettre de construire des alternatives politiques et de **revendiquer la nécessité d'un collectif budgétaire pour l'École**. De même, nous pouvons nous investir pour porter une dynamique au sein du Collectif pour une École publique laïque afin de dénoncer la gabegie financière du financement de l'école privée et d'autres orientations budgétaires au bénéfice de tou·te·s les élèves et des plus défavorisé·es en particulier.